Alain Caillé, *Dé-penser l'économique. Contre le fatalisme*. La Découverte/M.A.U.S.S., Paris, 2005, 307 p.

Julie Allard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/815>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.815](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.815)

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Julie Allard, « Alain Caillé, *Dé-penser l'économique. Contre le fatalisme*. La Découverte/M.A.U.S.S., Paris, 2005, 307 p. », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 33 | 2006, mis en ligne le 01 avril 2006, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/815> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.815>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Alain Caillé, *Dé-penser l'économique. Contre le fatalisme*. La Découverte/M.A.U.S.S., Paris, 2005, 307 p.

Julie Allard

RÉFÉRENCE

Alain Caillé, *Dé-penser l'économique. Contre le fatalisme*, La Découverte/M.A.U.S.S., Paris, 2005, 307 pages.

Introduction

- 1 Il pourrait être tentant de le traiter comme une énième plainte des sciences humaines envers la discipline économique. D'autres y verront le travail rigoureux d'un auteur désirant éclaircir ce qui ne va pas avec l'économie ; un constat que personne ne peut nier. Revient donc aux lecteurs de classer ce plus récent ouvrage d'Alain Caillé qui, sans apporter de théorie nouvelle, comporte des rectifications et des éclaircissements pouvant faire une différence s'ils sont diffusés et compris. « *Dé-penser l'économique* » est un recueil de textes écrit par Caillé ces vingt dernières années, liés ensemble autour d'une idée principale : déterminer vers quelle finalité l'individu et la société évoluent et comment l'édifice théorique économique les y influencent. Le sociologue continue de se préoccuper de l'hégémonie de la pensée utilitariste dans la science et la réalité sociale et souhaite contester la théorie économique en confrontant ses postulats déterministes et sa prétention à l'objectivité. Mais pourquoi « *dé-penser l'économique* ? » Pourquoi ne pas « *re-penser, modifier, critiquer* ? » Qu'y a-t-il derrière cette expression ? Alors que la particule « *re* » évoque le renouveau, le changement total ; la particule « *dé* » réfère plutôt à un retour aux origines, à un recommencement de la réflexion ; exercice auquel se prête Caillé par son recours à l'anthropologie économique. Sa contestation de la naturalité de certains comportements économiques

est une réponse à l'argument fataliste de l'inévitabilité des lois économiques auxquelles il semble vain de s'opposer.

Mésentente paradigmatique

- 2 Professeur d'économie et de sociologie à l'Université de Paris X-Nanterre, Caillé est aussi l'auteur de nombreux ouvrages dont : « Critique de la raison utilitaire » (Caillé, 1989), « Don, intérêt et désintéressement » (Caillé, 1994), et un collectif, « Histoire raisonnée de la philosophie morale et politique » (Caillé, 2001). « Dé-penser l'économie » s'inscrit dans le travail que réalise l'auteur au sein de *La Revue du MAUSS*¹, qu'il dirige depuis 1981. L'entrée de la théorie économique dans les sciences sociales, qualifiée par le MAUSS « d'impérialisme théorique », est marquée par des auteurs tels que Gary Becker qui argue que le choix économique est subjectivement rationnel et que cette rationalité de coûts bénéfiques peut s'exercer dans toute la réalité humaine (ex. : crimes, mariage, amitié...). L'économie n'aurait donc pas d'espace réservé, elle chapeauterait tout comme un comportement inscrit dans la nature humaine. Ces théories de l'individu rationnel, qui évacuent les sociétés comme sujets de l'action, ont amené Caillé et d'autres sociologues à explorer une voie médiane entre l'individualisme méthodologique et le holisme traditionnel. L'auteur approfondit, entre autres dans le MAUSS et dans son ouvrage « *Anthropologie du don. Le tiers paradigme* »², une position plus interactionniste rétablissant le symbolisme, le politique et l'association. Avec ce dernier ouvrage, on découvre que Caillé demeure centriste face à d'autres questions comme le capitalisme, la mondialisation et la protection de l'environnement. Plus terre à terre que beaucoup d'altermondialistes, de socialistes et d'écologistes, il préfère l'introspection à la révolution pour venir à bout de notre démesure destructrice. En somme, Caillé souhaite, par cette plus récente contribution, remettre dans une perspective sociopolitique des problèmes qui ne sont plus envisagés que par l'économie.

Dé-penser l'économie : constats et contestations

Utilitarisme, bonheur et démocratie

- 3 En recourant avec brio aux perspectives disciplinaires de l'anthropologie, la sociologie, l'économie et l'histoire, Caillé aborde les postulats, concepts et enjeux les plus importants de la théorie économique classique et néoclassique. Cet ouvrage est, en quelque sorte, la synthèse de la pensée de Caillé sur l'économie moderne et sur le raisonnement utilitariste dont il dénonce la suprématie. Cependant, l'auteur ne tombe pas dans le rejet total de la notion de l'utilitarisme ; il tente même d'en rétablir la définition en puisant chez les Grecs. Il y aurait donc une distinction entre ce qu'il appelle l'utilitarisme « *vulgaire* » et l'utilitarisme « *distingué* ». Socrate met, en effet, un bémol à la recherche de la satisfaction par la richesse en affirmant que le plaisir ne vient pas de l'argent, mais de son bon usage. L'attitude « *chrématistique* » désignant l'accumulation du capital comme finalité formerait cet utilitarisme vulgaire qui fait la loi du capitalisme financier actuel. Caillé reconnaît que l'utilitarisme distingué désignant le plus de plaisir pour le plus grand nombre d'individus (et non à son ensemble) est centrale pour la démocratie et le capitalisme. En effet, il est souvent

occulté que l'émancipation de l'individu va avec celle de la marchandise. Parallèlement, Caillé identifie la rupture entre sociétés de culture et modernité quand certaines sociétés dites primitives cesseront de refuser consciemment la liberté dans l'échange qui viendra menacer le maintien du contrôle collectif de la destinée de la communauté. Les économistes ajouteraient que le marché doit être perçu plus positivement, car il représente la démocratie du consommateur-citoyen. Cependant, il devient clair que lorsque cette régulation par le marché s'autonomise, on peut observer que diminuent proportionnellement la capacité d'encadrement du politique, les droits sociaux, donc finalement la démocratie. Comment trouver un équilibre entre marché et démocratie, réalités qui semblent avoir les mêmes objectifs, mais qui se retrouvent rivales ?

Le marché et le capitalisme

- 4 Une des parties les plus importantes de l'étude de Caillé est celle sur le marché, car c'est cet aspect qui justifie et témoigne de l'action de l'individu rationnel. La question en litige est la suivante : cet espace d'échange impersonnel et spontané, le marché, est-il naturel ou son émergence inégalement répartie est-elle accidentelle ? Le sociologue nous présente les différentes positions en mobilisant Smith, Mauss, Braudel et surtout Polanyi avec sa théorie de l'encastrement culturel et social de l'économie. Selon la thèse de ce dernier, l'émergence souvent tardive du marché confirme son statut de « processus historique déterminé »³, c'est-à-dire que le marché ne s'autoengendre pas, qu'il est toujours institué. Cette théorie expliquerait la distinction entre le don et l'échange chez certaines sociétés primitives et leur rejet de l'échange marchand que soulève Caillé. L'auteur conclut, dans une position médiane, qu'il faut reconnaître la *diversité* dans l'émergence et le fonctionnement des marchés à travers la planète et le temps, mais aussi leur *omniprésence* qui pourrait confirmer leur statut naturel. Cependant, l'influence de la politique dans le contrôle des marchés et le contexte historique sont à prendre en considération. Le marché impersonnel n'a, en fait, jamais existé et reste un pur concept.
- 5 « Dé-penser l'économique » est aussi l'occasion de confrontations théoriques intéressantes, notamment entre Caillé et Braudel. Alors que ce dernier fait des distinctions importantes entre le marché et le capitalisme, argumentant qu'une économie de marché est possible et souhaitable sans capitalisme, Caillé croit plutôt qu'ils sont indissociables. Pour Braudel, le capitalisme est la négation du marché en raison de l'exploitation de la grande entreprise et de la figure du marchand, un intermédiaire qui fait en sorte que l'offre (le producteur) ne rencontre plus la demande (l'acheteur), comme le suppose l'idée première du marché. L'argument de Braudel semble échapper à la logique, car comment l'intervention des marchands peut-elle aller à l'encontre de la logique du marché basé sur l'intérêt individuel ? Pour Caillé, ces intermédiaires seraient plutôt des « agents de massification »⁴, indispensables à l'expansion et au bon fonctionnement du marché. Les caractéristiques du marché allié au capitalisme sont la massification de la circulation, la démocratisation de l'échange, la reproduction sociale assurée par lui et la réification et interchangeabilité des marchandises. Le capitalisme devient un système par le marché et s'appuie sur les piliers que sont les droits de propriété, les entrepreneurs et leurs « *hubris* » chrématistiques, donnant comme finalité l'accumulation incessante du capital et de la puissance. C'est cette attitude qu'il convient de transformer, comme l'explique le

sociologue à la fin de son ouvrage, avant de chercher d'autres formes de fonctionnement socio-économiques.

Le don contre l'« homo œconomicus »

- 6 La réflexion de Caillé prend sa source dans l'Essai sur le don de Marcel Mauss lequel représente, selon lui, « la plus extraordinaire machine à critiquer le postulat central de l'économisme »⁵. Il démontre, en fait, que l'humain n'a pas toujours été un animal calculeur, longtemps soumis à la triple obligation de donner-recevoir-rendre, à l'opposé, de l'« homo œconomicus » qui cherche à « prendre-refuser-retenir »⁶. L'« homo œconomicus » est cet être symbole de la rationalité humaine qui, armé d'une information parfaite, est en mesure de faire les choix appropriés permettant la maximisation de son utilité. Égoïste, car sa satisfaction en tant que finalité l'exige, il est isolé et ses relations sociales sont toutes déterminées par cette rationalité d'acquisition. Caillé explore la notion de *contrat* pour contester cette hypothèse de l'indépendance de l'individu dans la satisfaction de ses besoins. L'idée maîtresse est que l'échange sur le marché présuppose une relation contractuelle entre les parties. Mélange de liberté et d'obligation, cette convention prévoit implicitement que ce qui est échangé doit correspondre à ce qui est annoncé et attendu. Le contrat serait donc « un fait social que les tiers ne peuvent ignorer »⁷, car il instaure de nouvelles normes sociales. Cette position interactionniste soutient que le contrat est essentiel au fonctionnement des échanges, car il institue la nécessité de coopérer. Cependant, son respect doit être assuré par un tiers en raison de la peur mutuelle de coopérer engendrée par la perspective d'un « homo œconomicus » égoïste. Selon Peyrefitte, la confiance demeure la condition de la coopération. L'échange n'est donc pas un acte individuel, mais un processus encastré dans le social. Ce qui permet à l'auteur de contredire la thèse de l'égoïsme de Smith en affirmant que c'est « la dimension anti-utilitariste des actions sociales qui est la condition de leur réussite instrumentale et utilitariste »⁸.

Ici et demain : au-delà de l'économie

Le capitalisme et la mondialisation

- 7 Après s'être tourné vers le passé par ses explications anthropologiques, Caillé tente d'évaluer les répercussions de ces postulats économiques sur le monde actuel. Il dénonce évidemment la révolution conservatrice du néolibéralisme associée à la création de « *La Revue du Mauss* », mais il tente aussi de comprendre les mutations subies par le capitalisme dans le contexte de la mondialisation. Bien que l'on puisse se demander si le terme « mégacapitalisme » qu'il utilise est réellement pertinent et nécessaire, il n'en demeure pas moins que son constat d'un capitalisme devenu mondialisé, global, financier, superpuissant face aux États, machine à tout marchandiser et monétariser, est juste. Le problème principal de cette nouvelle forme du capitalisme est la puissance financière qui permet aux individus et entreprises de se soustraire au contrôle collectif et au lien social de réciprocité comprise dans la logique du don. Le plus surprenant, c'est que les autorités nationales et internationales laissent cette puissance financière devenir puissance politique, scientifique, culturelle,... Il est

clair pour l'auteur que cette réalité détruit tout ce qui aurait pu subsister de l'esprit du don.

La démocratie, utilitariste ?

- 8 La démocratie, comme finalité et cadre indispensable d'un système économique viable, est traitée avec abondance par Caillé. Il fait la connexion entre le marché et la démocratie, des réalités qui participent ensemble à l'égalisation des conditions des individus dans une société. Dans une analyse historique, le sociologue illustre cette corrélation par la transformation des monnaies familiales en monnaie anonyme représentant la cité grecque qui visait à mettre tous les individus sur un pied d'égalité. Cependant, un transfert des rapports de domination sera effectué dans l'instauration du salariat : au fur et à mesure que l'autosubsistance devient impossible, le travail devient nécessaire à l'acquisition de cette monnaie, indispensable à la consommation. De même, le marché, le capitalisme et la démocratie permettent l'obtention d'une liberté relative et l'expression de la démesure, autrefois réservée aux rois et nobles de ce monde, ce qui fera perdre le sens du social : » l'explosion évidente de notre liberté individuelle s'accompagne d'une perte corrélative de notre liberté collective, i.e., de la possibilité de peser le pour et le contre et de choisir ensemble notre destin. Choisir ensemble ? Mais quel ensemble ? »⁹.

Quelles alternatives ? L'économie solidaire et le développement durable

- 9 En plus de s'intéresser à l'enjeu de la démocratie, Caillé se penche sur les différentes alternatives au mégacapitalisme et au néolibéralisme. Il offre d'abord une analyse critique de l'économie solidaire qui tente d'insuffler l'esprit du don dans l'économie en privilégiant l'association, le profit ne venant qu'en second, davantage comme une nécessité de survie qu'une finalité. Cependant, l'économie solidaire, entendue de cette façon, ne correspond plus à l'économie selon sa définition formelle appuyée sur la maximisation de l'utilité individuelle, la rationalité, l'égoïsme et l'individualisme. Ce qui amène Caillé à dire que l'économie, pour être solidaire, ne doit plus être économique...
- 10 L'auteur prescrit des solutions plutôt politiques et globales et c'est dans cette optique qu'il se penche sérieusement sur l'idéal du développement durable. Programme rassembleur, mais ambigu, Caillé le comprend comme l'exigeant défi de concilier intérêts individuels et collectifs, véritable enjeu de la modernité. En plus de présenter un excellent résumé de l'état des lieux concernant cet enjeu, l'auteur ne tombe pas dans le piège de la critique totale que peut susciter la confusion autour des discours sur le développement durable. Il soutient que le risque et l'incertitude face à l'avenir de la planète et de ses habitants est au centre de la préoccupation du développement durable. Mais comment agir sans connaître ? Le développement durable suscite également une réflexion sur certains concepts de la théorie économique qui ont une incidence particulière sur l'environnement. Ainsi, les coûts de transaction sont un élément théorique souvent évoqué pour illustrer les arbitrages qui découlent du développement durable. Le théorème de Coase expose que la meilleure façon de régler le problème des externalités environnementales se trouve dans la négociation directe

entre pollueurs et victimes. Le marchandage des externalités, de même que la recherche, la surveillance et les déplacements y étant reliés sont appelés des coûts de transaction. Cette recherche de compromis met en rapport les coûts de règlements des différends et ceux de l'existence même de la pollution. Si les coûts de transaction sont supérieurs à l'augmentation du produit social en résultant, les agents économiques vont décider de ne rien faire. Cette situation sera alors considérée à l'optimum social, mais certainement pas environnemental. Caillé précise donc que ces accords, parfois inaccessibles, sont insuffisants pour supprimer les externalités négatives. Par conséquent, Caillé assure qu'il est essentiel de procéder à l'internalisation du coût environnemental dans le concept même de la richesse et du coût social.

- 11 Caillé fait aussi le parallèle entre l'économie solidaire et l'économie privée fondée sur les ressources naturelles pour souligner que les deux nécessitent la gratuité, pour l'une, il s'agit de la main d'œuvre et pour l'autre, des matières premières. Cette constatation trahit l'idée construite de la *rareté*, les prix ne représentant donc que la « rareté subjective » (c'est-à-dire ressentie par les individus) des ressources. Cette faille théorique démontre que la discipline économique n'a peut-être pas changé ces considérations par rapport à la nature : les biens d'environnement ne sont plus perçus comme illimités, mais on accepte difficilement qu'ils demeurent incalculables. Ce qu'il est important de retenir concernant le développement durable, c'est que Caillé propose de privilégier l'aspect politique aux aspects techniques. Il s'agit d'un programme politique multidimensionnel (économie/écologie/société), car selon Caillé « Il n'y a aucun moyen purement objectif d'arbitrer entre les trois grandes interprétations du développement durable »¹⁰. Des choix de société, subjectifs et éthiques, doivent être faits, puis mis en œuvre et supervisés par l'État, démocratiquement constitué.

Commentaires appréciatifs

Apports pour la sociologie économique

- 12 Avant de faire mention des quelques contributions conceptuelles de Caillé dans ce nouvel ouvrage, il serait approprié de tenter de comprendre où il se situe dans le champ de la sociologie économique. Il est clair que Caillé ne cautionne pas le courant individualiste qui sévit dans les sciences humaines et la nouvelle sociologie économique n'y échappe pas. Cependant, bien qu'émule de Mauss, Durkheim et Polanyi, il ne tombe pas dans le paradigme holiste inverse et cherche plutôt une voie médiane. S'identifiant davantage à l'anthropologie économique, Caillé prend quelques pages de cet ouvrage pour souligner les limites de cette « *nouvelle sociologie économique* ». Bien que ce courant s'efforce de lutter contre la naturalité en économie encore plus que la sociologie économique classique, Caillé reproche à ses partisans d'abandonner toute perspective historique. Dans leur refus complet de tous les concepts généraux d'encastrement, de monnaie, de marché, et même de capitalisme, ils rejettent, en quelque sorte, toute perspective historique comparative et l'idée d'un passage de la tradition à la modernité en économie.

Conceptualisation

- 13 Cet ouvrage d'Alain Caillé fait émerger des points originaux et très intéressants. Il suggère plusieurs concepts pouvant modifier la perspective économique. Il rétablit, par exemple, la morale évacuée du concept d'« *utilité* » par la proposition du terme « *désirable* » qui peut englober la richesse matérielle autant que l'immatérielle comme un sourire, l'air pur ou la vie. Mais c'est avec les concepts de « *démésure* » et de « *puissance de vivre* » que Caillé fait l'apport le plus important de son ouvrage. Pour expliquer ce qui semble être à la source de l'attitude chrématistique qui prévaut et de son caractère illimité, le sociologue explore ces concepts : « la question du rapport à l'illimitation se laisse donc formuler ainsi : dans l'accroissement de la puissance, y a-t-il un moyen de distinguer entre ce qui est le nécessaire et souhaitable accroissement de la puissance d'agir et de vivre offerte au plus grand nombre d'un côté, et de l'autre, le basculement dans le mauvais infini d'un désir toujours plus insatiable (ce que Durkheim nommait l'anomie) ? »¹¹ Le désir de la puissance de vivre, concept inspiré de Spinoza est reconnu comme légitime par Caillé, sauf lorsqu'il se transforme en domination, en exploitation et en péril pour l'avenir commun. Caillé est donc en accord avec Durkheim et la théorie néoclassique sur le fait que l'humain est un être rempli de désirs infinis¹². L'importance du politique et des normes sociales pour l'endiguer afin de l'éviter l'anomie, est alors évidente.

Réalité économique et régulation politique

- 14 Parallèlement à son analyse critique, le sociologue fait des remarques qui peuvent être surprenantes, surtout lorsqu'il affirme que nous devons nous y faire : le capitalisme est indélogeable. Il vaudrait mieux chercher à le rendre « civilisé » plutôt qu'à le remplacer. Caillé entend donc offrir des propositions, encore larges, mais pertinentes, pour transformer cette mondialisation capitaliste. D'abord, au niveau de la diffusion des idées, il faut, selon lui, démocratiser le discours scientifique et mondialiser le débat pour éventuellement créer cette éthique universelle nécessaire à une action locale cohérente avec la situation globale. La société-monde est, cependant, encore à construire pour pouvoir concurrencer les lois de l'économie mondialisée. Enfin, des ajustements plus économiques sont primordiaux pour contraindre l'« *hubris* » chrématistique et la démesure humaine tels que la dérentabilisation des mouvements de capitaux spéculatifs et l'instauration d'un revenu minimum et maximum. Il est aussi question de la décroissance, un concept intéressant, mais inadmissible pour les populations du Nord. Enfin, le retour de la puissance politique reste la voie à suivre pour Caillé qui souhaite voir se concrétiser, entre autres, le projet d'unification européenne pour en finir avec l'unipolarisme ainsi que la modification des organisations internationales. Par-dessus tout, ce qui doit guider toutes ces transformations, c'est la démocratie reconnue comme une finalité individuelle et sociale.

Critiques

- 15 Alors que Caillé présente de nombreux auteurs comme étant sources et confrontations de sa réflexion, il passe néanmoins sous silence les travaux d'un sociologue, de fait, souvent oublié, Georg Simmel. Pourtant fort pertinente, l'œuvre du sociologue

allemand aurait pu contribuer à l'argumentation de Caillé avec, entre autres, ses figures pathologiques engendrées par l'argent (l'avare, la dépense, le prodigue,...), les impacts sociaux de la monnaie et le renversement téléologique des moyens et des finalités¹³. Nous pourrions aussi ajouter que malgré une bonne conclusion, les liens tissés entre les chapitres ne sont peut-être pas suffisants. Il est difficile d'oublier qu'il s'agit d'un collage de textes et certaines répétitions se font voir. Enfin, lorsque Caillé aborde le refus du marché de certaines sociétés primitives, il n'est pas clair si ce « choix » est véritablement conscient ou simplement dicté par la logique totalitaire dirigeant ces sociétés, donc sans réflexion individuelle autonome. Également, l'auteur ne focalise sans doute pas assez sur les rapports d'interdépendance dictant l'échange et la collaboration dans ces sociétés, leur préférant encore une fois le choix délibéré de la réciprocité.

Conclusion

- ¹⁶ « Dé-penser l'économie » est un excellent livre pour ceux qui s'intéressent à l'anthropologie et à l'épistémologie économique ainsi qu'aux enjeux concrets entourant ces questions. En plus d'exposer les concepts principaux de ces champs, Caillé identifie clairement les enjeux découlant de l'autonomisation et de l'acceptation sociale du discours économique : la négation de l'humain et de ses relations sociales, la suprématie de l'individu sur la société, la scientificité douteuse de l'économie et la faiblesse des alternatives au système économique actuel. Dans ce nouvel ouvrage, Caillé, même s'il reste plutôt centriste sur le plan des idées, prend le parti de la lutte, l'harmonie ne pouvant être réalisée sans arbitrage. En somme, le sociologue, lorsqu'il parle d'instaurer une « morale mondiale laïque »¹⁴, est certainement un fier descendant de Durkheim et de son idéal d'une religion de l'Humanité¹⁵. En effet, il n'y a pas de doute que les choix éthiques qui devront être faits ne peuvent être le résultat d'une équation mathématique ou d'un modèle économique.

NOTES

1. Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales
2. Alain Caillé, *Anthropologie du don. Le tiers paradigme*, Paris, Desclée de Brouwer, 2000, 277 pages.
3. Alain Caillé, *Dé-penser l'économie. Contre le fatalisme*, Paris, La Découverte, 2005, p. 181.
4. Ibid., p. 80.
5. Alain Caillé cité par Eric Dupin, « Le capitalisme a démantelé les régulations sociales et symboliques », *Libération*, 5-6 mai 2001, p. 40-41.
6. Alain Caillé, *Dé-penser l'économie. Contre le fatalisme*, Paris, La Découverte, 2005, p. 170.
7. Ibid., p. 142.
8. Ibid., p. 47.
9. Ibid., p. 8.
10. Ibid., p. 252.
11. Ibid., p. 282.

12. Émile Durkheim, *Le Suicide : étude de sociologie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1985, 463 pages.
 13. Georg Simmel, *La Philosophie de l'argent*, Paris, Presses Universitaires de France, 1999, 662 pages.
 14. Alain Caillé, *Dé-penser l'économique. Contre le fatalisme*, Paris, La Découverte, 2005, p. 284.
 15. Conclusion découlant de l'ouvrage d'Émile Durkheim, *Les formes élémentaires de la vie religieuse* (1968), soulignée par Robert Tessier dans *Le sacré*, en collaboration avec José A. Prades, Paris/Montréal, Cerf/Fides, coll. « Bref », n° 34, 1991, p. 15.
-

INDEX

Mots-clés : anti-utilitarisme, don, encastrement, M.A.U.S.S., perspective sociopolitique

Keywords : donation, embeddedness, M.A.U.S.S., non-utilitarian, sociopolitic perspective

AUTEURS

JULIE ALLARD

Étudiante à la maîtrise en sociologie, UQAM